

## Relations industrielles Industrial Relations



*Building Chaos: An International Comparison of Deregulation in the Construction Industry* sous la direction de Gerhard BOSCH et Peter PHILLIPS, London : Routledge, 2003, 256 p., ISBN 0-4152-6090-6.

Michel Grant

Volume 59, numéro 1, hiver 2004

Équité, efficacité, éthique ? La régulation sociale de l'entreprise mondialisée

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/009136ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/009136ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département des relations industrielles de l'Université Laval

ISSN

0034-379X (imprimé)

1703-8138 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Grant, M. (2004). Compte rendu de [*Building Chaos: An International Comparison of Deregulation in the Construction Industry* sous la direction de Gerhard BOSCH et Peter PHILLIPS, London : Routledge, 2003, 256 p., ISBN 0-4152-6090-6.] *Relations industrielles / Industrial Relations*, 59(1), 209-211. <https://doi.org/10.7202/009136ar>

Tous droits réservés © Département des relations industrielles de l'Université Laval, 2004

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

**é**rudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

than raising it. He speculates that this might hold “vital lessons for all workforces”; but if so, what do we make of all the contrary examples that are also cited with approval?

Perhaps Clawson is simply suggesting multiple possibilities rather than trying to narrow down an uncertain future. But he *does* want to narrow things down and rule things out on some dimensions; he would like to argue that the movement of the future will come from the bottom, will be based in working-class and poor communities, and will gain energy from an attack on the wealthy and powerful. As he would say, that is a possibility, but it leads him to ignore or downplay some of the most significant and sustained efforts of the last few decades. While the Living Wage Campaign makes him uncomfortable, he leaves out altogether the disabilities campaign of the 1980s, which culminated in an act which (despite its weaknesses) has had a wider impact on workplace justice than anything else in this period. Parts of that movement fit Clawson’s model : there were sit-ins of disabled people blocking state office buildings and bus stops. Other parts, however, did not: it

had on its side Republican leader Bob Dole as well as a nationwide network of the poor and the militant, and it had virtually no ties to organized labour. The more recent gay rights movement has the same kind of diverse constituency. And, of course, the Civil Rights and the ‘60s women’s movements achieved as much as they did in part because they mobilized some segments of the rich and powerful classes and were able to create cross-class alliances with a range of tactics.

In the end, the strongest argument in Clawson’s book may be the very general point that when new alliances are formed unexpected things may happen. The message that the labour movement needs to look for alliances beyond its traditional boundaries is unquestionably important, and some of the stories Clawson tells may help expand the progressive imagination. But his (not always explicit) framing may still remain too limited to include some of the most energetic and hopeful cases of activism for workplace and social justice.

CHARLES HECKSCHER  
Rutgers University

***Building Chaos: An International Comparison of Deregulation in the Construction Industry***

sous la direction de Gerhard BOSCH et Peter PHILLIPS, London : Routledge, 2003, 256 p., ISBN 0-4152-6090-6.

Cet ouvrage est le fruit de la collaboration de plusieurs chercheurs intéressés par l’impact de la déréglementation sur l’organisation de la production et du travail, la formation, les qualifications de la main-d’œuvre et les conditions de travail dans l’industrie de la construction des pays suivants : Pays-Bas, Allemagne, Danemark, Canada (sur le Québec plus essentiellement), Australie, Espagne, États-Unis, Royaume-Uni et République de Corée. De façon générale, les auteurs respectifs de chaque chapitre commencent en situant l’indus-

trie de la construction dans le contexte de l’évolution économique et du marché plus spécifique de la construction. On retrouve également des informations sur les principaux acteurs et leur influence dans la régulation du milieu. Du point de vue strict des relations patronales-syndicales, on retrouve certes des informations sur les structures de négociation, mais très peu de données sur les arrêts de travail.

La séquence des chapitres présente la situation de chaque pays selon un ordre décroissant du degré de réglementation

de l'industrie de la construction. Dans leur excellente introduction, les deux directeurs de l'ouvrage suggèrent que l'industrie de la construction dans chacun des pays étudiés s'est développée en adoptant une des deux voies suivantes. La première emprunte une direction privilégiant l'investissement à plus long terme dans le capital financier, dans les ressources humaines, notamment au niveau de la formation, et dans l'innovation technologique. L'autre voie préconise une main-d'œuvre moins qualifiée et moins rémunérée et favorise des technologies et des modes d'organisation du travail moins avancés. Les auteurs des différentes études de cas ont donc tenté de décrire et d'interpréter la situation de chaque pays en fonction de la voie empruntée. Ainsi on examine les particularités de l'industrie de la construction, du marché du travail et des politiques publiques et on cherche à comprendre et à savoir dans quelle direction s'est engagé le pays concerné. L'ensemble des auteurs lie, par exemple, l'importance de la sous-traitance au degré de réglementation. En effet, en l'absence d'un cadre réglementaire articulé, on assiste au foisonnement des petits sous-traitants et à la transformation du statut de salarié en celui de travailleurs autonomes; cette approche ne vise pas à développer la sous-traitance spécialisée mais plutôt à contourner les obligations qu'entraînerait la reconnaissance du statut de salarié au niveau de la rémunération et d'un certain engagement patronal en faveur de la stabilité d'emploi.

Les Pays-Bas représente la figure de la réglementation alors que la République de Corée celle de la déréglementation. La structure de gouvernance de l'industrie est fortement institutionnalisée dans le premier pays et les partenaires sociaux sont organisés et pourvus de moyens pour coopérer tout en promouvant leurs intérêts respectifs. À l'opposé, en République de Corée, les syndicats ne représentent

que 1 % de la main-d'œuvre du secteur et les travailleurs de la construction ne peuvent envisager aucune perspective de carrière, ni sécurité d'emploi, aucun avantage social, si ce n'est qu'une assurance en cas d'accident de travail, aucune formation et, évidemment, aucune protection syndicale.

Cette lecture nous fait aussi voir comment coopération patronale-syndicale, négociation collective et réglementation se renforcent mutuellement pour créer des conditions favorables à la qualité des conditions de travail et des travaux et à la productivité, particulièrement à cause des qualifications d'une main-d'œuvre formée et de l'importance des investissements des employeurs dans les nouvelles technologies et techniques de production. Ces observations s'appliquent non seulement pour les Pays Bas, mais aussi pour le Danemark et l'Allemagne pour laquelle le lecteur retrouve d'ailleurs des informations et des analyses éclairantes sur les conditions et les impacts de la réunification politique sur l'industrie de la construction en particulier. L'affaiblissement des syndicats et de la négociation collective aux États-Unis favorise le passage à un système à deux vitesses, à savoir un secteur syndiqué plus réglementé, mieux rémunéré pour une main-d'œuvre mieux formée, et un autre secteur non syndiqué, moins avancé sur le plan technologique et sur le plan des qualifications de la main-d'œuvre.

Dans le cadre du tableau général qui se dégage de cet ouvrage, le Québec se retrouve avec les pays possédant une importante réglementation, mais moindre que celle des trois autres pays mentionnés. On peut se demander pourquoi l'auteur se penche sur le Québec en particulier et ne décrit pas l'ensemble de la situation canadienne. Le chapitre survole brièvement la situation canadienne, mais on peut comprendre que le format du volume et l'espace alloué ne permettraient pas d'en couvrir correctement toutes les dimensions compte tenu que

l'industrie de la construction est de juridiction provinciale, c'est-à-dire qu'elle relève essentiellement et distinctement de chacune des dix provinces canadiennes. Le cas québécois peut toutefois paraître comme exceptionnellement réglementé lorsqu'on le compare non pas à certains pays européens, mais aux États-Unis, surtout à cause de l'importance de la négociation collective, de l'appartenance syndicale obligatoire et du caractère centralisé de la négociation et de l'application des conventions collectives dans les quatre grands sous-secteurs de l'industrie.

Finalement, un des grands effets de la déréglementation est la multiplication des sous-traitants et des travailleurs autonomes, souvent déguisés en entrepreneurs indépendants. Ce mouvement traduit une perspective à court terme combinant à la fois recherche de flexibilité certes, mais couplée aux économies de coûts se réalisant aux dépens des conditions de travail et de la qualité des produits, puisque l'encadrement des qualifications des employeurs et des

travailleurs est minimal ou inexistant dans certains pays. Même lorsqu'il existe une réglementation formelle, les politiques publiques ne prévoient pas un cadre institutionnel pour en assurer le respect (ex., le Royaume-Uni).

Pour conclure, ce volume contient des informations utiles pour un lecteur curieux de savoir comment les activités d'une même industrie peuvent se déployer dans des conditions réglementaires et selon des formes structurelles et organisationnelles très différentes et même opposées selon les pays. Si le lecteur reste sur son appétit quant aux informations sur le niveau de conflictualité dans les pays où la négociation collective demeure un outil influent pour la détermination des conditions de travail, il appréciera le portrait général et le souci des auteurs de chaque chapitre de respecter une structure commune dans l'organisation et la rédaction de leur chapitre respectif.

MICHEL GRANT

Université du Québec à Montréal

***Labour Market and Social Protection Reforms in International Perspective: Parallel or Converging Tracks?***

edited by Hedva SARFATI and Giuliano BONOLI, Aldershot: Ashgate Publishing, 2002, 494 pp., ISBN 0-7546-1926-5.

This is a sprawling collection trying to cover a sprawling reality: the interaction between recent and projected trends in the labour markets of the industrialized countries and current and anticipated changes in the existing systems of social protection. The book is the result of a project sponsored by the International Social Security Association and directed by the energetic former head of the ILO's Industrial Relations and Labour Administration Department, Hedva Sarfati, with the help of Giuliano Bonoli, a social policy researcher at the University of Fribourg. The book brings together an international group of experts on labour markets and social

protection to compare notes on this broad set of issues. Given its provenance, it is perhaps not surprising that there is also a clearly recognizable subplot: that recent trends in Europe refute the "standard interpretation" according to which there is an inescapable trade-off between low-quality jobs (the Anglo-Saxon model) and chronic unemployment (the European model), raising new hopes that Europe can have its social cake and eat it too, after all.

In the opening chapter, the editors of the volume do an admirable job of surveying and documenting the most recent important trends in labour market and social protection policies. This